PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU 09 AVRIL 2025

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ LE NEUF AVRIL, les membres du Conseil municipal de la commune de Boëseghem se sont réunis à dix-neuf heures trente à la salle polyvalente, sur la convocation qui leur a été adressée par Mme Le Maire le 03 avril 2025, conformément à l'art L.2121.10 du Code Général des collectivités territoriales

Étaient présents : Mesdames Danielle MAMETZ, Anita DORMION, Lydie HUMEZ, Anita DE FARIA, Martine KERYNCK, Valérie SPANNEUT
Messieurs Laurent DENIS, Guy HUYGHE, Tony LEVERD, Christian DORMION, Philippe MORAES, Quentin HEROGUET

Étaient absents excusés : Monsieur François DELGRANGE,
Mesdames Mauricette MOREL, Nathalie MALLET

ORDRE DU JOUR :

- Compte financier unique 2024 -Commune n° 2025-006
- Affectation du résultat n° 2025-007
- Budget primitif 2025 n° 2025-008
- Rétrocession à la commune des voiries et parties communes du lotissement « Le Zutfeld » n° 2025-009
- Convention entre l'Etablissement Public Foncier et la commune de Boëseghem n° 2025-010

Le procès-verbal de la réunion de Conseil du 05 mars 2025 ayant été envoyé avec les convocations du présent Conseil municipal, Madame le Maire demande s'il y a des remarques particulières.

Le Conseil municipal ne fait aucune remarque particulière et approuve le procès-verbal de la réunion du 05 mars 2025.

Conformément aux dispositions de l'article L2121-15 du CGCT, le Conseil municipal nomme un ou plusieurs membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Mme Anita DE FARIA est nommée secrétaire de séance.

➤ **Compte financier unique 2024 -Commune n° 2025-006**

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Laurent DENIS délibérant sur le Compte Financier Unique de l'exercice 2024 dressé par Mme Danielle MAMETZ, Maire.

Lui donne acte, à l'unanimité, de la présentation faite du Compte Administratif, lequel peut se résumer ainsi :

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	600 397.84 €	573 464.60 €
	Section d'investissement	90 421.56 €	89 987.85 €
		+	+
REPORTS DE L'EXERCICE 2023	Report en section de fonctionnement (002)	0.00 €	259 386.18 €
	Report en section d'investissement (001)	0.00 €	1 237.17 €
		=	=

	TOTAL (réalisations+ reports)	690 819.40 €	924 075.80 €
RESTES A REALISER A REPORTER EN 2025	Section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €
	Section d'investissement	31 268.16 €	0.00 €
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en 2025	31 268.16 €	0.00 €
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	600 397.84 €	832 850.78 €
	Section d'investissement	121 689.72 €	91 225.02 €
	TOTAL CUMULE	722 087.56 €	924 075.80 €

➤ **Affectation du résultat n° 2025-007**

Après avoir examiné le compte financier unique, statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice,

Constatant que le compte financier unique fait apparaître :
- un excédent de fonctionnement de 232 452.94 €,

Le Conseil municipal décide d'affecter, à l'unanimité, le résultat de fonctionnement comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	
Résultat de fonctionnement	
<u>A Résultat de l'exercice</u> précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	-26 933,24 €
<u>B Résultats antérieurs reportés</u> ligne 002 du compte financier unique, précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	259 386,18 €
C Résultat à affecter = A+B (hors restes à réaliser) (Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	232 452,94 €
<u>D Solde d'exécution d'investissement</u>	803,46 €
<u>E Solde des restes à réaliser d'investissement (4)</u>	-31 268,16 €
Besoin de financement F	=D+E -30 464,70 €
AFFECTATION = C	=G+H 232 452,94 €
1) Affectation en réserves R 1068 en investissement G = au minimum, couverture du besoin de financement F	30 464,70 €
2) H Report en fonctionnement R 002 (2)	201 988,24 €
DEFICIT REPORTE D 002 (5)	0,00 €

➤ **Budget primitif 2025 n° 2025-008**

Mme Danielle MAMETZ présente les propositions budgétaires pour l'année 2025. Ce budget s'équilibre (dépenses = recettes) à 803 583.22 € en fonctionnement et à 306 741.40 € en investissement.

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET	803 583.24 €	601 595.00 €

REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) de L'EXERCICE PRECEDENT	0.00 €	0.00 €
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0.00 €	201 988.24 €

=

TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		
	803 583.24 €	803 583.24 €

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET	275 473.24 €	305 937.94 €

REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) de L'EXERCICE PRECEDENT	31 268.16 €	0.00 €
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	0.00 €	803.46 €

=

TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		
	306 741.40 €	306 741.40 €

TOTAL DU BUDGET	1 110 324.64 €	1 110 324.64 €
------------------------	-----------------------	-----------------------

Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise Mme le Maire à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux charges de personnel dans les limites suivantes :

- Fonctionnement : 7.5 %
- Investissement : 7.5 %

Après délibération, le budget primitif 2025 a été adopté à l'unanimité.

➤ **Rétrocession à la commune des voiries et parties communes du lotissement « Le Zutfeld » n° 2025-009**

Madame le Maire expose au Conseil municipal que l'aménageur, Terr'Immo, représenté par Monsieur Bertrand LOUVET, a proposé de rétrocéder les voiries et parties communes du lotissement « Le Zutfeld » au domaine public.

Elle mentionne que l'intégration des équipements résulte d'un acte notarié de classement et d'un transfert de propriété après délibération du conseil municipal autorisant le maire à accomplir les démarches nécessaires. Elle informe l'assemblée que les équipements transférés entreront alors dans le domaine privé de la commune.

Après avoir entendu l'exposé de Mme le Maire :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L. 141-3,

Vu le projet de rétrocession et ses conditions financières,

Vu le plan de localisation du lotissement « Le Zutfeld », ci-annexé,

Considérant l'utilité de classer la voirie et les parties communes du lotissement « Le Zutfeld » dans le domaine public communal ;

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés,

Le Conseil municipal,

- **Accepte** la rétrocession de la voirie « le Zutfeld », appartenant à Terr'Immo, représenté par Monsieur Bertrand Louvet, destinée à être intégrée dans la voirie communale selon acte notarié
- **Précise** que la rétrocession concerne la voirie du lotissement ainsi que toutes les parties communes et équipements annexes : trottoirs, espaces verts, ...
- **Donne pouvoir** à Madame le Maire pour signer tous les documents afférents à ce dossier dont l'acte notarié
- **Décide** que la voirie du lotissement le Zutfeld sera transféré dans le domaine public communal après signature de l'acte notarié constatant le transfert de propriété de la commune.
- **Autorise** Madame le maire à engager toutes les démarches nécessaires visant à l'inscription de ces rue et espaces publics dans le tableau de la voirie communale.
- **Autorise** Madame le Maire à porter au budget primitif 2025 les crédits nécessaires pour régler les frais notariés relatifs à ce dossier.

➤ **Convention entre l'Etablissement Public Foncier et la commune de Boëseghem n° 2025-010**

Madame le Maire expose au Conseil municipal qu'elle a été contactée par M. Thorez, responsable du service immobilier de l'Etude DOREMIEUX &VASSEUR d'Hazebrouck

concernant un bien immobilier en vente sis 27, rue de l'Eglise à Boëseghem, appartenant à M. Paul DELBENDE.

Cette opportunité immobilière avait déjà retenu l'attention de la commune en 2007. Le bâtiment étant en vente, la commune souhaite se positionner en vue de sa reconversion pour répondre aux besoins de logements locatifs sociaux adaptés aux personnes âgées sur le territoire.

Dans ce cadre, la commune envisage de solliciter l'Etablissement Public Foncier (EPF) pour la mise en œuvre d'un portage foncier. Ce dispositif permettrait à l'EPF d'acquérir temporairement le bien et éventuellement de porter la dépollution du site, en vue de le revendre à un opérateur identifié ultérieurement, en l'occurrence un bailleur social, qui porterait le projet de création de logements adaptés ou intergénérationnels.

Cette démarche présente plusieurs avantages :

- Favoriser l'acquisition du bien sans immobiliser les finances communales immédiatement
- Sécuriser le foncier le temps de finaliser le projet
- Favoriser la production de logements sociaux ou adaptés, répondant aux enjeux du vieillissement de la population.

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur l'intérêt de cette opération, à autoriser Mme le Maire à engager les démarches nécessaires auprès de l'EPF et à signer tous les actes et documents afférents à ce dossier.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ